

Editorial du Président

„La Suisse en Europe et dans le Monde“: Ce sujet, attribué à l'ASPE lors de la planification du cycle de conférences intitulé „La position de la Suisse en Europe“, convient à sa vision des relations extérieures de notre pays. Selon elle, l'Europe est de la plus haute importance pour la Suisse, mais il s'agit de ne pas perdre de vue la dimension globale. Il s'agit de prendre en considération également la variété des thèmes, de garder à l'esprit les aspects relatifs à l'économie, la sécurité, l'écologie, l'humanitaire, la culture, ainsi qu'aux droits de l'homme et à la politique du développement.

A l'occasion de la manifestation de clôture du cycle, le président de l'ASPE a été invité à s'exprimer sur les interactions entre les relations intra- et extra-européennes. Celles-ci sont passionnantes, lorsque nous nous y intéressons sur la base d'une politique réaliste, c'est-à-dire d'un bilatéralisme avec une solide base contractuelle. Les relations extra-européennes ne seront jamais une alternative à des rapports de bon voisinage en Europe. Cependant, la Suisse, à l'instar des autres pays européens, se doit de sauvegarder ses intérêts à l'extérieur de l'Europe également. Elle s'y attache de façon bi- et multilatérale, reconnaissant l'importance croissante de l'ONU à cet égard.

La qualité de non-membre de notre pays ne l'empêche pas de mener une politique extérieure et une politique économique extérieure efficaces. Ainsi, le Conseil

fédéral et les départements contribuent-ils considérablement à l'ouverture de marchés porteurs pour les produits et les services helvétiques. Les „bons services“ rendus par notre pays n'appartiennent non plus au passé, comme le démontrent les répercussions remarquables de la diplomatie suisse au Proche-Orient. Au sein de l'ONU, notre pays participe de manière active et respectée au processus de réforme.

Par ailleurs, la Suisse participe à la communauté des valeurs européenne. Elle a en commun avec l'UE d'être concernée par les mêmes risques sécuritaires, environnementaux et de niveau économique. Les tensions internes et externes touchant l'UE, n'épargnent pas notre pays non plus. La collaboration avec l'UE dans les relations extra-européennes est, dès lors, fondamentalement souhaitable.

Il est stimulant de prendre conscience qu'un pays membre de l'UE est, lui aussi, „dans l'Europe et dans le Monde“. De toute évidence, le fait d'être membre de l'UE n'est pas incompatible avec la tenue de débats nationaux indépendants de prises de position sur le monde extra-européen. La Suisse participerait sans aucun doute, avec son expérience et ses idées, à cette diversité d'opinions et de visions, si elle était membre de l'UE. Il est démontré, dans le cadre de la discussion sur la constitution européenne à laquelle participent cer-

taines des organisations responsables du cycle de conférences „La position de la Suisse en Europe“, que notre qualité de non-membre n'est pas un obstacle infranchissable à la participation aux débats européens.

La Suisse s'attache à être une bonne partenaire en Europe. Cela a été encore démontré lors de l'adoption par le souverain de la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est. Ce partenariat est la base sur laquelle pourront se construire les représentations communes sur „l'Europe dans le monde“ avec l'UE et ses pays membres.

Thomas Wagner

1. Assemblée générale

L'assemblée générale 2006 a eu lieu le jeudi 18 mai à l'Hôtel Bellevue-Palace à Berne.

Partie statutaire

Le comité a été confirmé dans ses fonctions pour l'exercice 2006-2010. Le Président Thomas Wagner avait déjà annoncé l'année précédente son intention de se retirer. Sa succession n'ayant pas encore pu être assurée, il s'est mis à disposition pour une année supplémentaire, à la demande de la commission de recrutement.

Partie publique

Jean-Daniel Gerber, secrétaire d'Etat du département fédéral de l'économie, s'exprima sur le thème "politique extérieure et politique économique extérieure – contradiction, cohabitation ou synergie?". Christoph Wehrli rapporta dans la „NZZ" du 19 mai, que dans cet exposé les synergies prédominent sur les conflits. Monsieur Gerber justifia aussi l'intérêt de l'économie suisse pour l'acceptation du projet de versement d'une contribution de cohésion de la part de la Suisse: un refus hypothèquerait notre lien privilégié avec notre partenaire économique principal.

(La version écrite de l'exposé est consultable sur www.sga-aspe.ch)

2. Manifestations 2006

Cycle „La position de la Suisse en Europe" Le choix des manifestations s'est fait, cette année, sous le signe des rapports de la Suisse avec l'Union Européenne. L'ASPE a invité ses membres à cinq manifestations du cycle „La position de la Suisse en Europe", préparées et réalisées de manière collective par des associations et l'organisation faitière Forum Helveticum. L'ASPE a contribué, quant à elle, par l'organisation d'une conférence avec la Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey à l'Université de Fribourg.

15 juin 2006:

„Alleingang? Voie bilatérale? Adhésion? La position de la Suisse face à l'UE": voici le titre d'une manifestation à l'EPFZ, organisée par l'ASPE et le Center for Comparative and International Studies (CIS) de l'Université et de l'EPFZ. En tant que modérateur, Rudolf Ramsauer, président de la direction d'économiesuisse, s'est engagé pour une politique européenne promouvant l'économie. Il considère que ce serait un non-sens de faire cavalier-seul. D'un autre côté, le bénéfice économique complémentaire qu'apporterait une adhésion, s'est amoindri. Elle apporterait des désavantages dans la politique monétaire, des devises, fiscale, sociale et du marché de l'emploi. L'adhésion mènerait également à une pression vers l'harmonisation

fiscale. La seule option envisageable serait le bilatéralisme: cette voie ne sera pas facile mais la plus démocratique. Pour terminer, Ramsauer attirera l'attention sur le fait que l'UE se trouve en pleine mutation. Malgré l'échec de la stratégie „top down“ de Lisbonne, il serait malvenu de minimiser les succès de l'UE.

Le conseiller national socialiste Mario Fehr a relevé cinq raisons justifiant une adhésion. Premièrement, l'UE est un succès. Deuxièmement, la Suisse connaît la plus faible croissance de tous les états de l'OCDE, et ce depuis de nombreuses années. Troisièmement, la Suisse pourrait, par de subtiles coalitions, défendre ses intérêts, plutôt que de réagir, comme elle le fait, à des événements imposés. Quatrièmement, la non-participation constitue un frein aux réformes. Enfin, le bilatéralisme signifie une insécurité permanente sur le plan légal, et pourrait prendre fin un jour.

Les deux exposés ont été approfondis par les Professeurs Silvio Borner, Georg Kreis, Frank Schimmelfennig et le rédacteur de la NZZ, Christoph Wehrli, lors d'un débat animé par Ellinor von Kauffungen. Monsieur Borner considère les relations extra-européennes prioritaires, les relations européennes étant déjà bien engagées. Monsieur Kreis a expliqué pourquoi la politique de l'Europe ne se limite pas à la politique économique. Monsieur Schimmelfennig soumit à la réflexion le fait que la Suisse a de

„merveilleux alliés“ dans l'UE; le modèle social suisse comparé aux états membres se trouve dans la moyenne. Monsieur Wehrli s'éleva contre la fermeture régulière de portes due au reproche que se font les uns les autres, selon lequel l'adhésion ne serait pas réaliste. Il salua en revanche l'attitude d'économiesuisse qui laisse de côté l'aspect comptable pour entamer la discussion de fond.

29 Juin 2006:

A l'aula de l'Université de Berne, Tim Guldimann se consacra à la question: «Y a-t-il un risque d'escalade dans la crise nucléaire iranienne?» Monsieur Guldimann est actuellement professeur à la Johann-Wolfgang-Goethe-Universität à Frankfurt am Main. De 1999 à 2004 il a occupé le poste d'ambassadeur de Suisse à Téhéran et il est coauteur du rapport sur l'Iran du International Crisis Group. Son exposé nourrit l'espoir qu'un conflit militaire avec l'Iran est évitable.

5 septembre 2006:

La manifestation à l'Université de Fribourg à l'occasion du cycle „La position de la Suisse en Europe“ était également la contribution de l'ASPE à l'information sur la votation du 26 novembre: la loi d'aide aux pays de l'Est avec la contribution de cohésion de la Suisse aux nouveaux pays membres. Comme il avait eu lieu dans une phase précoce de la discussion sur la votation, le colloque a bénéficié de beaucoup d'intérêt, surtout du côté de la Romandie. Le recteur Urs Altermatt

fit l'ouverture en présentant des références historiques intéressantes. La Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey mit en évidence les avantages qui résulteraient pour la Suisse de l'élargissement de l'UE à l'Est: plus de stabilité, moins de pression migratoire, lutte plus efficace contre la criminalité et possibilité plus étendue de création de relations commerciales. Elle dit sa satisfaction de voir les montants versés directement aux pays intéressés, sans transiter par Bruxelles. „La Liberté“ témoigna son respect au pouvoir de persuasion de la ministre des affaires étrangères en affichant le titre: “Cette Calmy-là peut gagner le 26 novembre, face à l'UDC”.

La version écrite du compte-rendu est consultable sur www.sga-aspe.ch

3. Wilton Park

La commission d'attribution des bourses, composée du vice-président de l'ASPE et ancien ambassadeur Jean-Jacques Indermühle (président), du Prof. Heiner Hänggi et du Prof. Madeleine Herren, en accorda quatre pour l'année en rapport permettant la participation aux conférences de Wilton-Park. Pour intéresser plus de candidats, la commission a organisé un appel large.

Les rapports particulièrement intéressants des boursières et des boursiers sont consultables sur www.sga-aspe.ch.

Grâce à un appel auprès des anciens participants aux conférences de Wilton-Park, Novartis In-

ternational AG a versé 3000.- francs au fonds de financement des bourses. Nous l'en remercions vivement.

4. Membres

A la fin de l'exercice, la société comptait 352 membres individuels (408 l'année précédente), sept couples et deux membres collectifs.

Nous nous réjouissons d'avoir pu, cette année encore, accueillir huit nouveaux membres dans notre cercle.

5. Prévisions

L'année 2007 est placée sous le signe du changement de présidence – un moment opportun de réflexion sur la position, les structures et les projets d'avenir.

Pour notre pays, 2007 est également une année de transition: la phase des plébiscites sur nos rapports avec l'Europe a été finalisée avec succès l'année dernière. Il serait logique de poursuivre en mettant en place des rapports solides, quoique pas exempts de tensions. Un nouvel acteur y participe: le Professeur Michael Reiterer, premier ambassadeur de l'UE en Suisse. De plus, 2007 est une année électorale : les élections fédérales peuvent stabili-

ser ou changer les conditions de mise en place des relations extérieures.

La mission de l'ASPE n'en est pas affectée: promouvoir l'intérêt pour les relations extérieures afin de mieux ancrer la politique extérieure dans la politique intérieure.

Lenzbourg, 20 avril 2006

Dr. Thomas Wagner
Président

Dr. Ulrich E. Gut
Secrétaire général

Karin Büchli
Secrétariat